

La Santé au Travail

La Médecine du travail est réglementée par le Code du travail (art. L.4622-1) avec certaines particularités en agriculture, qui relèvent du décret n° 82-167 du 11 mai 1982.

Il s'agit d'une Médecine de Prévention des risques professionnels, exercée par des médecins du travail dont le double rôle est de transmettre au chef d'entreprise les informations nécessaires pour limiter les risques professionnels et celui de protéger la santé des salariés.

Pour son financement, la M.S.A. appelle une cotisation spécifique dont le taux est fixé par le Conseil central d'Administration de la mutualité sociale agricole.

Examens médicaux obligatoires

Le salarié est soumis à des examens médicaux obligatoires.

A l'embauche, avant l'expiration de la période d'essai et ensuite tous les ans pour le personnel à risque et tous les 30 mois pour les autres. La visite détermine si le salarié n'est pas atteint d'une affection susceptible d'être dangereuse pour les autres salariés et s'il est médicalement apte au poste proposé.

A noter que, hormis ces visites obligatoires, un salarié peut solliciter, à tout moment, une rencontre avec le médecin du travail.

Après chaque examen, le médecin du travail établit une **fiche d'aptitude médicale** (ou d'inaptitude) en double exemplaire : l'une pour le salarié, l'autre pour l'employeur (sans aucune indication médicale). Le médecin est soumis à l'obligation de secret médical. Cet avis concernant l'aptitude est le seul qui s'impose à l'employeur.

Visite de reprise

Après un arrêt de travail d'au moins 21 jours, une visite médicale de reprise est souvent souhaitable. C'est en principe, à l'employeur d'en prendre l'initiative. Le médecin apprécie l'aptitude du salarié à reprendre son poste. S'il le déclare inapte, une seconde visite est effectuée deux semaines après la première. Entre-temps, le médecin procède à une étude du poste de l'intéressé et des conditions de travail dans l'entreprise.

A la suite de la seconde visite, si le salarié est encore déclaré inapte à occuper son poste de travail, le médecin établit la liste des tâches compatibles avec son état de santé. L'employeur dispose d'un mois pour lui trouver un poste adapté. Si le reclassement est impossible, il est tenu, en application de l'article L4624-1 du code du travail, avant de licencier le salarié, de faire connaître les motifs qui s'opposent aux propositions du médecin du travail.

Conseils de prévention

Le médecin du travail est le conseiller du chef d'entreprise et des salariés en ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail et la protection contre les nuisances. A ce titre, il a libre accès aux lieux de travail (art. 22-2 du décret). Il intervient à la demande ou de sa propre initiative. Il travaille souvent en collaboration avec le technicien de prévention de la Mutualité Sociale Agricole.

IMPORTANT

- L'employeur a la responsabilité d'informer les salariés sur les risques auxquels ils sont exposés dans l'entreprise, de les protéger et de les former à la sécurité. Il doit également informer le médecin du travail des risques, notamment lors de la déclaration d'embauche mais aussi ultérieurement s'il y a des changements.
- Les visites médicales s'effectuent pendant les heures de travail. Le temps qui y est consacré ne doit pas être déduit du salaire.

MSA Nord - Pas de Calais

Siège social et site du Nord

33 rue du Grand But à Capinghem

Adresse Postale : 59716 Lille cedex 9 www.msa59-62.fr

Site du Pas de Calais

1 rue Gatoux 62024 Arras cedex

Juin 2010

1 / 1